



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL CFDT-FSU-CGT-SUD

Déni de dialogue social au service des Musées de France: mobilisons-nous pour sauver nos emplois et nos missions de service public.

Reconvoqués ce 6 juin 2019 suite à l'absence totale de documents et à notre refus de siéger il y a 15 jours, l'intersyndicale avait exigé que la cheffe du SMF s'engage sur le maintien et la défense du statut des SCN au CT du 23 mai.

Ce jour, devant le mutisme et le refus de communiquer quoique ce soit quant à l'avenir de plus de 700 agents des 12 SCN concernés, nous avons rappelé l'impact plus global que cette réforme aura sur la masse salariale, les emplois et le fonctionnement de tous les EP et celui de l'administration centrale.

Interpellée à de multiples reprises sur les orientations issues des entretiens avec les directeurs des SCN concernés et la RMN-GP, A.-S. Rolland a répondu : *"Je ne peux pas vous communiquer ces orientations pour l'instant"*.

Il est clair que notre tutelle maintient les personnels dans l'ignorance tout en cherchant à gagner du temps afin de leur imposer cette réforme.

Sachant que cette réforme se trame dans l'ombre, que selon les informations venant de la RMN-GP, un calendrier et une méthode travail ont été annoncés qui entérinent en deux étapes (juin et décembre 2019) la fusion-absorption des SCN par des EP existants, nous n'allons pas en rester là.

L'intersyndicale demande ce jour un rendez-vous de toute urgence au Directeur Général des Patrimoines, M. Philippe Barbat. S'il le faut nous irons jusqu'au Ministre.

Pour le maintien et la défense des SCN, l'intersyndicale continuera avec force et détermination à défendre les missions et l'intérêt de tous les personnels !

Paris, le 6 juin 2019